

## *F. A. Hayek et l'ordre spontané du marché*

### **6.1. Introduction biographique**

F. A. Hayek a été l'une des figures intellectuelles les plus importantes du XX<sup>e</sup> siècle. Philosophe multidisciplinaire, grand penseur libéral et prix Nobel d'Économie en 1974, Hayek est l'auteur d'une oeuvre très étendue qui exerce une grande influence dans les domaines les plus variés, non seulement économiques, mais aussi philosophiques et politiques, à tel point qu'on a récemment affirmé qu'on pourrait, sans aucun doute, qualifier les prochaines années d'« ère Hayek » dans l'histoire de la pensée économique, politique et sociale.

Hayek est né le 8 mai 1899 au sein d'une famille d'universitaires et de hauts fonctionnaires, qui avait en grande estime la vie intellectuelle et universitaire. Cependant, le jeune Hayek n'a pas été un étudiant brillant : une grande curiosité intellectuelle, mais désordonnée l'empêchait de se concentrer sur les diverses matières. Il a avoué que, s'il prenait des notes, il ne pouvait pas comprendre ce qu'il entendait, et était incapable d'apprendre par coeur les explications de ses professeurs ; ce qui l'obligeait à reproduire *ex novo* et à grande peine les raisonnements qu'il voulait exposer. Comme il l'indique dans son article *Two types of mind* (Hayek, 1978b : 50-56), Hayek a toujours attribué sa féconde capacité intellectuelle précisément au processus mental, apparemment désordonné et intuitif qui le caractérisait et qui contrastait tellement avec la mentalité d'autres théoriciens de l'École Autrichienne qui, comme Böhm-Bawerk ou Mises lui-même, dominaient absolument leur matière et étaient capables de l'exposer verbalement avec une grande rigueur et une grande clarté.

À la fin de la Première Guerre Mondiale, et à son retour du front (où Hayek a contracté le paludisme et appris un peu d'italien), notre personnage est entré à l'Université de Vienne, qui était à cette époque une fourmilière de

courants et de discussions intellectuels sans égale dans le monde (il manque encore une analyse rigoureuse des raisons de l'apparition de ce phénomène dans la Vienne d'après-guerre). Hayek s'est demandé, pendant quelque temps, s'il devait faire des études de psychologie et, de fait, il a publié plus tard un livre de psychologie intitulé *The sensory order* (« L'ordre sensoriel »), très important, car il établit les fondements de sa conception épistémologique (Hayek, 1952). Cependant, il s'est finalement décidé pour les Sciences Juridiques et Sociales, et s'est spécialisé en Économie Politique sous la direction de Friedrich von Wieser, qui est peut-être, comme on l'a déjà indiqué, le représentant le plus confus et éclectique de la deuxième génération de l'École Autrichienne d'Économie.

Hayek a avoué que, durant ces années-là, il ne se distinguait pas beaucoup, du point de vue des idées politiques du reste de ses camarades : c'était un socialiste « fabien » qui, marchant sur les pas de son maître Wieser, pensait qu'une intervention modérée de l'État était capable d'améliorer l'ordre social. C'est la lecture de l'analyse critique du *Socialisme*, publiée par Mises en 1922, qui a décidé Hayek à abandonner les idées socialistes qu'il avait adoptées dans sa première jeunesse. Hayek a initié, à partir de ce moment-là et grâce à une recommandation de Wieser, une étroite collaboration professionnelle avec Mises. D'abord, à l'Office des Réparations de Guerre que dirigeait Mises lui-même, et ensuite, comme directeur de l'Institut Autrichien de Recherches sur le Cycle Économique que Mises avait fondé. Dans le domaine universitaire, Hayek est également devenu l'un des participants les plus assidus et les plus productifs du séminaire de Théorie Économique que von Mises tenait tous les quinze jours dans son bureau de secrétaire général de la Chambre de commerce de Vienne.

Il est important de souligner qu'Hayek doit à Mises le point de départ de presque tout son travail en théorie économique.

Ainsi Hayek a abandonné, grâce à Mises, une grande part de l'influence malsaine de Wieser et repris la partie fondamentale de la conception autrichienne de l'économie, issue de Menger et enrichie par Böhm-Bawerk et que Mises lui-même s'était proposé de favoriser et de défendre, face aux velléités de théoriciens positivistes, comme Shumpeter, ou plus favorables aux modèles d'équilibre, comme Wieser. Les relations entre le maître Mises et le disciple Hayek ont été, cependant, quelque peu curieuses. D'une part, une grande admiration et un profond respect. Mais aussi, une certaine

distance, selon les époques et les circonstances. Il faut mentionner une certaine tendance d'Hayek à souligner son indépendance intellectuelle vis-à-vis d'un maître qu'il finissait, cependant, toujours (et comme lui-même le reconnaissait), par appuyer dans ses thèses, en raison de l'évolution même de la réalité.

Hayek a occupé, de 1931 à 1949, et grâce à un autre disciple de Mises, Lionel Robbins, une chaire à la London School of Economics, et est ainsi devenu le représentant principal, en langue anglaise, des contributions de l'École Autrichienne d'Économie. Hayek s'est toujours caractérisé par son exquise courtoisie universitaire envers ses opposants, qu'il n'a jamais accusés de mauvaise foi, mais simplement de commettre une erreur intellectuelle. C'est ce qui est arrivé, par exemple, dans ses polémiques avec les théoriciens socialistes, avec Keynes et avec Knight et l'École de Chicago ; il s'est opposé à tous non seulement sur des questions de méthodologie (Hayek est allé jusqu'à dire qu'après la *Théorie générale* de Keynes, le livre le plus dangereux pour la Science Économique avait été les *Essais d'Économie positive* de Milton Friedman), mais aussi en matière de théorie monétaire, de théorie du capital et des cycles (Hayek, 1997a : 139-140). Il n'a jamais eu une plainte ou un mot de reproche, même lorsqu'il a été l'objet d'attaques injustes et enragées de la part de Keynes, ou lorsqu'il a été refusé par les membres du département d'économie de Chicago, dont l'arrogance les empêchait d'accepter l'entrée d'un « théoricien de l'École Autrichienne » dans leurs rangs (Hayek a été heureusement admis -sans salaire officiel, car il a été payé par une fondation privée- dans le département de Pensée sociale et morale de cette même Université, où il a pu écrire son ouvrage monumental sur *Les fondements de la liberté* (Hayek, 1998a).

Hayek n'a pas eu beaucoup de chance dans sa vie privée. Il a détruit sa famille, lorsqu'en 1949 il décida de divorcer pour épouser un amour impossible de sa première jeunesse : une cousine qui, à la suite d'un malentendu, s'était mariée avec un autre et qu'il a rencontrée par hasard, une fois veuve, alors qu'il rendait visite à des parents viennois après la seconde Guerre mondiale. Le prix de cette décision pour lui-même et sa famille fut énorme. Ses amis anglais, à commencer par Robbins, l'ont abandonné, et il semble que le chagrin de son divorce ait coûté la vie à sa première femme (quoique ce soit là un sujet tabou, dont Hayek et ses proches n'ont jamais voulu parler). En tout cas, notre personnage ne s'est réconcilié avec Robbins que longtemps après, à l'occasion du mariage de

son fils Laurence, et a été obligé de « s'exiler » aux Etats-Unis pendant les années cinquante et une partie des années soixante. Hayek a commencé, en plus, à avoir, durant ces années-là, des ennuis de santé importants : d'abord, des problèmes de métabolisme qui l'ont beaucoup affaibli et amaigri ; ensuite, une surdité progressive en a fait un intellectuel plutôt distant ; enfin, des crises aiguës et récurrentes de dépression le laissaient prostré et intellectuellement improductif pendant de longues périodes. Ainsi, il déclare, dans la préface de *Droit, législation et liberté* qu'il avait cru, à certains moments, que les problèmes de santé l'empêcheraient de terminer ce livre (Hayek, 1976a : 7). On ne sait pas jusqu'à quel point ces expériences personnelles difficiles ont réaffirmé en lui sa conviction que les comportements moraux préétablis ont une importance vitale pour la protection de la vie individuelle et sociale de l'homme ; mais, étant donné la façon dont il insiste sur ce sujet dans ces écrits, on a l'impression que cet aspect de ses idées a été développé par quelqu'un qui savait très bien, par expérience, de quoi il parlait.

Tous ces ennuis de santé (physique et mentale) ont disparu, presque miraculeusement, quand Hayek a reçu le Prix Nobel d'Économie en 1974, c'est-à-dire l'année qui a suivi la mort de son maître Ludwig von Mises. Il s'est senti, à ce moment-là, sortir de son isolement universitaire, et a initié une activité frénétique qui l'a mené à voyager dans le monde entier, à exposer ses idées et à écrire encore plusieurs livres (le dernier d'entre eux, *La présomption fatale : les erreurs du socialisme*, a été publié alors qu'il avait quatre vingt dix ans). De fait, on peut considérer l'attribution du Prix Nobel à Hayek en 1974 comme le détonateur de l'importante renaissance de l'École Autrichienne d'Économie actuelle, qui se manifeste aujourd'hui dans le monde entier.

Hayek a toujours voulu se maintenir à l'écart de l'activité politique. Et il croyait même incompatibles le rôle de l'intellectuel, qui devait faire de la vérité scientifique le but de sa vie, et celui du politique, toujours obligé de se soumettre à la volonté de l'opinion publique du moment pour gagner des voix (Hayek, 1995a : 41-43). C'est pourquoi, il pensait que les efforts dirigés à convaincre les intellectuels (d'où son grand succès lors de la création de la société libérale Mont Pèlerin), ou à changer l'état de l'opinion publique (Hayek a dissuadé Anthony Fisher d'entrer dans la politique en le convainquant qu'il serait beaucoup plus utile de créer l'Institute of Economic Affairs et, plus tard, l'Atlas Research Foundation pour divulguer l'idéologie libérale dans le monde) seraient, avec le temps,

beaucoup plus productifs. De sorte qu'on ne peut pas concevoir, sans les initiatives stratégiques d'Hayek, que le changement dans l'opinion publique et dans le domaine intellectuel, ayant mené à la chute du mur de Berlin et à la révolution libérale-conservatrice des Etats-Unis de Reagan et de l'Angleterre de Margaret Thatcher, ait pu se produire; changement qui a eu et a toujours tant d'importance dans le monde entier.

Il serait peut-être opportun, pour finir, de faire un dernier commentaire sur les relations de Hayek avec la religion. Baptisé catholique, il a abandonné dès sa jeunesse la pratique religieuse et est devenu agnostique. Cependant au cours des années, il a de mieux en mieux compris, en général, le rôle clef qu'exerce la religion dans la structuration de l'exécution des normes établies qui sont la base de la société et, en particulier, l'importance que les théologiens espagnols de notre Siècle d'Or ont eue, nous l'avons vu, comme précurseurs de la science économique et sociale moderne. Et même, le penseur catholique Michael Novak a surpris le monde intellectuel quand, en 1993, il a révélé la longue conversation personnelle que le Pape Jean-Paul II et Hayek avaient maintenue avant la mort de ce dernier en 1992 ; il y a des signes évidents de la grande influence qu'a eue la pensée de Hayek dans l'encyclique *Centesimus annus* et, en particulier, aux chapitres 31 et 32, où abondent les apports hayekiens (Novak, 1993a et 1993b). On ne saura jamais si cet agnostique déclaré a pu réussir, dans ses derniers moments, à comprendre et à accepter cet être suprême « anthropomorphique qui dépassait de loin sa capacité de compréhension ». Mais ce qui est certain, c'est qu'Hayek a compris mieux que personne les risques de l'orgueil de la raison humaine et le rôle clef de la religion pour les éviter, à tel point que, comme il l'indique dans la dernière phrase de son dernier livre, « la survie de toute notre civilisation peut arriver à dépendre de cette question » (Hayek, 1997b : 369).

## **6.2. Recherches sur le cycle économique : l'incoordination intertemporelle**

Hayek a consacré les premières décennies de son activité universitaire à l'étude des cycles ; il suivait ainsi la direction théorique initiée par Mises, mais a fait une série d'apports personnels très importants, à tel point que la raison principale alléguée par l'Académie suédoise pour lui décerner le prix Nobel de 1974 ont été ses apports dans le domaine de la théorie des cycles, qui datent des années trente du XX<sup>e</sup> siècle. Il faut souligner qu' Hayek

disposait, à son arrivée en Angleterre en 1931, d'instruments analytiques très supérieurs à ceux de ses collègues anglais et de Keynes en particulier. Au début, Hayek dominait la théorie du capital de Böhm-Bawerk et comprenait parfaitement pourquoi le supposé « paradoxe de l'épargne ou frugalité » n'avait pas de sens théorique. En effet, d'après la théorie de Böhm-Bawerk, toute augmentation de l'épargne déprime la consommation et tend donc à faire baisser le prix relatif des biens de consommation. Cela entraîne, d'une part, « l'effet Ricardo » (terminologie d'Hayek), qui consiste en une demande supérieure de biens d'investissement ; celle-ci est provoquée par l'augmentation des salaires réels, que cause, *ceteris paribus*, toute baisse du prix des biens de consommation produite par l'épargne ; et, d'autre part, une augmentation relative des profits entrepreneuriaux des étapes les plus éloignées de la consommation, dont les produits tendent à augmenter de valeur, dans un contexte où les taux d'intérêt baissent par suite de l'accroissement de l'épargne. Le résultat combiné de tous ces effets est un allongement de la structure productive, qui devient davantage capital-intensive grâce au financement que permettent les ressources réelles épargnées en plus grande quantité (Hayek, 1996b : 85-134). Le problème se pose, selon Hayek, lorsque la manipulation monétaire sous forme d'expansion de crédit produite par le système bancaire, sans l'appui d'épargne préalable, met à la disposition des entrepreneurs de nouvelles ressources financières ; ils les consacrent à l'investissement réel comme si l'épargne de la société s'était accrue, alors qu'en fait il n'y pas de raison pour que cela se soit produit. De cette manière, les processus de production se prolongent, à cause de la baisse artificielle du taux d'intérêt, qui ne pourra pas se maintenir à long terme. L'important, pour Hayek, ce sont donc les variations que la croissance monétaire produit sur les prix relatifs (concrètement sur les prix des différentes étapes des biens d'investissement et les prix des biens de consommation), phénomène que la théorie quantitative de la monnaie tend à obscurcir et à ignorer, car elle ne tient compte que des effets des variations monétaires sur le niveau général des prix.

Hayek s'est en outre rendu compte que la Réserve Fédérale des Etats-Unis avait délibérément initié, durant les années vingt, une politique énergique d'expansion de crédit, tendant à neutraliser les effets « déflationnistes » dus à la grande augmentation de la productivité pendant ces années-là. Ainsi, bien que le prix des biens et services de consommation n'ait pas augmenté de façon significative pendant cette période, il s'est produit, en revanche, une forte croissance monétaire et une bulle financière importante qui devait

exploser tôt ou tard et faire apparaître les graves erreurs d'investissement commises. En effet, d'après Hayek, les politiques de stabilisation monétaire, dans un contexte de baisse des prix produit par une augmentation générale de la productivité, sont condamnées à produire une grave incoordination intertemporelle entre les décisions des investisseurs et les consommateurs, qui se traduira tôt ou tard en récession économique. Ces idées ont été exposées par Hayek dans son article sur « L'équilibre intertemporel des prix et les mouvements de la valeur de l'argent » publié en 1928 (Hayek, 1996a : 126-176). L'application de l'analyse hayekienne aux réalités du moment a permis à notre auteur de prédire la Grande Dépression qui a commencé en octobre 1929 et qu'Hayek a toujours considérée comme le résultat du processus d'expansion artificielle de crédit massivement favorisé par la Réserve Fédérale durant la décade précédente (Huerta de Soto, 1998 : 334-340).

Plus tard, en 1931, Hayek publie son livre peut-être le plus important et le plus célèbre sur la théorie des cycles, *Prix et production : une explication des crises des économies capitalistes*. Dans ce livre court et très important, traduit récemment en espagnol (Hayek, 1996b), Hayek explique déjà, par une analyse détaillée, comment l'expansion de crédit, non garantie par un accroissement préalable de l'épargne volontaire, dénature la structure productive, la rend, de manière artificielle, trop capital-intensive et fait que les erreurs commises se manifestent inexorablement sous forme de récession.

En effet, pour Hayek, les changements monétaires ne sont jamais neutres et affectent toujours de façon très négative la structure de prix relatifs. Quand on crée une certaine quantité nouvelle de monnaie, sous forme de crédit, celle-ci entre toujours dans l'économie par un point très précis. D'abord, on la dépense en certains biens d'investissement et en services productifs et ce n'est qu'après que ses effets s'étendent, lentement, au reste de la structure productive. Cela implique que certains prix, ceux des biens d'investissement les plus éloignés de l'étape finale de la consommation, seront touchés avant d'autres (les prix des biens les plus proches de la consommation) et qu'en conséquence, l'assignation de ressources sera modifiée tout au long de la structure productive. En effet, grâce à la création des nouveaux moyens fiduciaires par le système bancaire, certains entrepreneurs, qui auraient subi des pertes, obtiennent des profits, et beaucoup de travailleurs, qui n'auraient pas trouvé de travail dans certains secteurs, s'y trouvent employés sans difficulté.

L'argent nouveau arrive généralement sur le marché après une réduction des taux d'intérêt (en dessous de leur niveau « naturel »), dans une politique de claire expansion de crédit et d'argent facile. La réduction concernant le taux d'escompte et les plus grandes facilités de crédit tendent, logiquement, à accroître les dépenses d'investissement par rapport aux dépenses de consommation ; cela dénature les indicateurs qui guident les entrepreneurs, et en particulier le taux de rentabilité relative du capital investi dans chacune des étapes ou phases en lesquelles se divise, selon les autrichiens, la structure de la production.

La conséquence des taux d'intérêt réduits est que des investissements, qui auparavant ne semblaient pas avantageux, paraissent l'être devenus. L'augmentation relative des dépenses d'investissement fait, à son tour, augmenter le prix des facteurs productifs, et l'on tend à adopter des méthodes de production plus capital-intensives ; la demande de ressources naturelles augmente également. En même temps, il se produit une réduction des profits relatifs dans les industries de biens de consommation, qui voient croître leurs coûts peu à peu, sans qu'il se passe la même chose pour les prix. Ainsi commence un transvasement de facteurs productifs des industries les plus proches de la consommation vers les secteurs les plus intensifs en capitaux. Un tel transvasement doit se prolonger durant une période assez longue, si l'on veut arriver au bout de la nouvelle structure productive plus capital-intensive récemment commencée. D'après Hayek, la demande de biens de consommation commence tôt ou tard à augmenter, comme résultat de la croissance des revenus monétaires perçus par les propriétaires des facteurs de production ; croissance due à l'argent nouveau, injecté par la banque dans le système économique, et qui arrive aux propriétaires des facteurs productifs. Il n'y a pas de raison pour que les consommateurs aient modifié substantiellement la proportion selon laquelle ils distribuaient, depuis le début, leurs rentrées d'argent entre biens présents et biens futurs ; de sorte que, sauf dans le cas hypothétique où les agents économiques épargneraient la totalité de l'argent nouveau créé par le système bancaire (ce qui est pratiquement impossible), il se produit une tendance à la hausse généralisée du prix relatif des biens de consommation due : a) à l'effet naturel de l'arrivée de nouvelles disponibilités monétaires dans le secteur des biens de consommation, dont la demande croît de ce fait, et b) au fait que le flux de l'offre de biens de consommation tend, logiquement, à diminuer de manière temporaire, non seulement parce qu'on retire temporairement des ressources des secteurs les plus proches de la

consommation, mais aussi parce qu'en plus, on en consacre une grande partie à des investissements qui ne mûriront et ne commenceront à produire des résultats que très longtemps après.

La hausse des prix relatifs qui se produit à nouveau dans le secteur des biens de consommation force des effets totalement opposés à ceux déjà décrits et que produit initialement l'expansion de crédit : les profits des industries les plus proches de la consommation commencent à croître, tandis que ceux qui correspondent aux secteurs d'investissement décroissent. Les biens d'investissement commencés de produire selon une structure productive très capitaliste doivent se réadapter, si c'est possible, à une qui le soit moins (et donc moins travail-intensive, ce qui est logique étant donné que la hausse du prix de biens de consommation suppose toujours une réduction des salaires réels). Et, en général, commence le transfert des facteurs productifs de l'investissement vers la consommation ; l'on remarque de grandes pertes dans les secteurs les plus capitalistes (construction, chantiers navals, industries de haute technologie, informatique et communication, etc.), qui ne sont rentables qu'à bas taux d'intérêt et dont on se rend compte alors qu'on les a trop développés. En somme, l'arrivée d'une récession économique devient inévitable : elle est due au manque de ressources réelles suffisantes pour compléter des changements trop ambitieux dans la structure productive, et qu'on a entrepris par erreur ; cette erreur est le résultat du financement excessivement facile rendu possible par l'expansion de crédit artificiellement engagée. Cette récession se manifeste extérieurement par un excès de production dans les secteurs d'investissement et une pénurie relative de celle-ci dans les secteurs les plus proches de la consommation.

Hayek insiste sur le fait que les récessions sont fondamentalement des crises produites par un excès relatif de demande biens de consommation ou, si l'on préfère, de pénurie d'épargne, qui n'est pas suffisante pour compléter les investissements les plus capital-intensifs entrepris par erreur. La situation créée par l'expansion de crédit serait semblable à celle des habitants imaginaires d'une île perdue qui, ayant entrepris la construction d'une énorme machine capable de couvrir tous les besoins de la population, auraient épuisé toute leur épargne et tout leur capital avant de la terminer et seraient obligés d'abandonner sa construction ; ils devraient employer toutes leurs énergies à obtenir leur nourriture quotidienne sans disposer d'aucun capital utile à cette fin.

L'existence de « capacité oisive » dans beaucoup de processus productifs pendant la récession (mais spécialement dans les plus éloignés de la consommation, par exemple les industries de la construction, dans celles de biens d'investissement, de télécommunications et d'ordinateurs) ne prouve donc nullement, d'après Hayek, qu'il y ait un excès de capital ou que la consommation soit insuffisante ; au contraire, c'est un symptôme qui indique qu'on ne peut pas utiliser tout le capital fixe existant, parce que la demande actuelle de biens de consommation est si urgente qu'on ne peut pas se permettre le luxe de produire le capital circulant nécessaire pour mettre en mouvement cette capacité oisive et en profiter.

Hayek pousse donc la théorie du capital de Böhm-Bawerk et l'analyse des cycles de Mises jusqu'à leurs ultimes conséquences, quand il explique comment l'interventionnisme monétaire produit une incoordination intertemporelle généralisée entre les décisions des agents économiques investisseurs et les consommateurs ; il explique que la récession n'est qu'une étape de sain réajustement économique, qu'on ne peut éviter ; on ne peut que le faciliter, en supprimant toute expansion de crédit ultérieure ou tout développement artificiel de la consommation et en laissant les forces du marché rétablir progressivement une structure productive plus adaptée aux véritables désirs des agents économiques (Huerta de Soto, 1998 : 213-272).

Voilà donc l'analyse de Hayek concernant la théorie des cycles économiques qu'il a complétée par la suite dans son ouvrage *Profits, intérêt et investissement*, en supposant l'existence de facteurs de production inemployés (Hayek, 1939). Hayek a réalisé et perfectionné toute cette analyse parallèlement aux polémiques qu'il a entretenues avec Keynes et les théoriciens de l'École de Chicago en matière de théorie monétaire, de théorie du capital et des cycles et que nous étudions au paragraphe suivant.

### **6.3. Polémiques avec Keynes et l'École de Chicago**

Il n'est pas étonnant qu'Hayek se soit opposé, dès le début, aux théoriciens de la tradition néoclassique qui, incapables d'appliquer la théorie de l'utilité marginale à la monnaie et manquant d'une théorie adéquate du capital, s'obstinaient à aborder les problèmes du moment d'un point de vue exclusivement macroéconomique.

Ainsi, Hayek a manifesté, dans un premier temps, son opposition radicale à la théorie quantitative de l'argent défendue par les économistes néoclassiques en général et par l'École de Chicago en particulier ; car, « étant donné son caractère macroéconomique, elle ne tient compte que du niveau général des prix et souffre d'une incapacité consubstantielle à découvrir les effets que produit une expansion des moyens de paiement disponibles sur la structure relative des prix. Elle ne contemple donc pas les conséquences les plus graves du processus inflationniste : le mauvais investissement de ressources et la création du chômage correspondant » (Hayek, 1976b : 68-69).

Hayek a également repris la polémique que Böhm-Bawerk et Clark avaient entretenue sur le concept de capital. Il critique ainsi, dans sa *Pure théorie du capital* (Hayek, 1946) et dans son article sur « La mythologie du capital » (Hayek, 1936 : 199-228) le fondateur de l'École de Chicago, Frank Knight, pour son obstination à maintenir la conception mythique du capital en tant que fond homogène s'autoreproduisant tout seul, et donc pour son ignorance de la structure par étapes du processus productif et l'élimination du rôle de l'entrepreneur dans la stimulation continue de la création, de la coordination et du maintien ou non de celles-ci. La conception de Knight est, d'après Hayek, très dangereuse, car, obsédé par l'équilibre, il finit par appuyer les théories erronées de la sous-consommation et, indirectement, les prescriptions keynésiennes pour augmenter artificiellement la demande effective, sans tenir compte de la grave distorsion que cela produit sur la structure microéconomique de la production sociale.

Mais la polémique la plus importante est celle qu'Hayek a entretenue avec Keynes durant les années trente et qui n'a été entièrement publiée en espagnol que très récemment (Hayek, 1996b). Hayek a commencé sa critique dans deux longues recensions du livre de Keynes *Traité de la monnaie* qui parut en Angleterre quand Hayek venait d'y arriver, au début des années trente. Keynes, de son côté, a riposté par une attaque furibonde au livre *Prix et production* d'Hayek, ce qui a déclenché entre eux une polémique où se sont dessinés certains des aspects les plus importants de la théorie monétaire et des cycles et qu'il faudrait reprendre aujourd'hui, la tempête keynésienne disparue, là où Keynes et Hayek l'ont abandonnée, à la fin des années trente. Hayek a critiqué Keynes pour son optique macroéconomique et parce qu'il manquait d'une théorie adéquate du capital qui aurait conçu la structure productive par étapes, comme Böhm-Bawerk

l'avait expliquée. Il reproche en outre à Keynes d'être tombé dans le mythe grossier de la sous-consommation, et, en particulier, de ne pas comprendre qu'on puisse parfaitement gagner de l'argent en produisant un certain bien, bien que sa demande diminue, si on investit de façon à diminuer ses coûts de production, c'est-à-dire en achetant davantage de biens d'investissement et, donc, en créant une structure productive plus capital-intensive : on y fait travailler, dans ses étapes les plus éloignées de la consommation, les facteurs de productions qui se libèrent dans les étapes les plus proches de la consommation chaque fois qu'il se produit une augmentation de l'épargne.

Le « remède » keynésien pour sortir de la Grande Dépression est en outre, pour Hayek, « du pain pour aujourd'hui et la faim pour demain ». En effet, toute augmentation artificielle de la demande agrégée dénaturera gravement la structure productive et ne pourra créer qu'un emploi précaire dont on verra, à la longue, qu'il est consacré à des activités non rentables et qui engendrera, donc, un chômage encore plus important. Les manipulations fiscales et monétaires que prescrivent les keynésiens et les monétaristes créent, d'après Hayek, de graves distorsions dans la coordination intertemporelle du marché. C'est pourquoi Hayek est favorable aux étalons monétaires rigides et hostiles au nationalisme et aux taux de change flexibles que préconisaient aussi bien Keynes que les théoriciens de l'École de Chicago. Ainsi, Hayek démontre, dans un autre livre célèbre intitulé *Nationalisme monétaire et stabilité internationale* (Hayek, 1995b), que les taux flexibles mènent à de graves distorsions réelles dans la structure productive et les facilitent ; celles-ci produisent inévitablement des récessions qui n'auraient pas eu lieu si on avait maintenu des taux de change fixes. Les taux de change flexibles gênent, d'après Hayek, le rôle coordinateur du marché et produisent des distorsions inutiles d'origine monétaire dans le processus réel d'assignation des ressources.

Afin d'illustrer les grandes différences de paradigme existant entre le point de vue autrichien d'Hayek et l'optique macroéconomique de keynésiens et monétaristes, nous les résumons ci-dessous dans le tableau synoptique 6.1.

**Tableau 6.1**

*Deux façons différentes de concevoir l'économie*

<i>École Autrichienne</i>	<i>École Néoclassique (monétaristes et keynésiens)</i>
1. Le temps joue un rôle essentiel	1. On ignore l'influence du temps
2. Le « capital » est conçu comme un ensemble <i>hétérogène</i> de biens d'investissement qui s'usent constamment et qu'il faut <i>reproduire</i> .	2. Le capital est conçu comme un fond <i>homogène</i> qui <i>s'autoreproduit</i> tout seul.
3. Le processus productif est <i>dynamique</i> et <i>désagrégé</i> en étapes <i>multiples</i> de type <i>vertical</i> .	3. On conçoit une structure productive en <i>équilibre unidimensionnelle</i> et <i>horizontale</i> (flux <i>circulaire</i> du <i>revenu</i> ).
4. La monnaie affecte le processus en modifiant la structure de prix <i>relatifs</i> .	4. La monnaie affecte le niveau général des prix. On n'envisage pas de variations dans les prix relatifs.
5. Explique les phénomènes macroéconomiques en termes <i>microéconomiques</i> (variations dans les prix relatifs).	5. Les <i>agrégés macroéconomiques</i> empêchent d'analyser les réalités microéconomiques sous-jacentes
6. Dispose d'une théorie sur les causes institutionnelles des crises économiques expliquant leur caractère récurrent.	6. N'ont pas de véritable théorie des cycles. Les crises ont des causes <i>exogènes</i> (psychologiques et/ou erreurs de politique monétaire).
7. Disposent d'une <i>théorie</i> élaborée <i>du capital</i> .	7. N'ont pas de théorie du capital
8. L' <i>épargne</i> joue un rôle protagoniste et détermine un changement <i>longitudinal</i> dans la structure productive et dans le type de technologie qu'on utilisera.	8. L' <i>épargne</i> n'est pas importante. Le capital se produit latéralement (toujours la même chose) et la fonction de production est fixe et donnée par l'état de la technique.
9. La demande de biens d'investissement varie en direction <i>inverse</i> à la demande de biens de consommation. Tout investissement exige l' <i>épargne</i> et, donc, une diminution temporelle de la consommation.	9. La demande de biens d'investissement varie dans la <i>même</i> direction que la demande de biens de consommation.
10. On suppose que les coûts de production sont <i>subjectifs</i> et ne sont pas donnés.	10. Les coûts de production sont <i>objectifs</i> , réels et sont considérés donnés.
11. Considèrent que les prix de marché tendent à déterminer les coûts de production et non l'inverse.	11. Considèrent que les coûts historiques de production tendent à déterminer les prix de marché.
12. Considèrent le taux d'intérêt comme un prix de marché déterminé par des appréciations subjectives de préférence temporelle, et qu'on utilise pour escompter la valeur actuelle du flux futur de rendements vers laquelle tend le prix de marché de chaque bien d'investissement. La manipulation du taux d'intérêt par les banques centrales et la banque de réserve fractionnaire engendrent des cycles récurrents d'expansion (artificielle) et de récession.	12. Considèrent que le taux d'intérêt tend à être déterminé par la productivité ou efficacité marginale du capital, et il est conçu comme le taux interne de retour qui égalise le rendement attendu et le coût historique de production des biens d'investissement (considéré donné et invariable). On croit que le taux d'intérêt est, à court terme, un phénomène essentiellement monétaire.

#### 6.4. Le débat avec les socialistes et la critique de l'ingénierie sociale

Après avoir édité, en 1935, la collection d'essais sur l'impossibilité logique du socialisme intitulée *Collectivist economic planning* (Hayek, 1975), Hayek a participé, aux côtés de Mises, de manière assidue et loyale, au débat sur l'impossibilité du calcul économique socialiste, avec une série d'essais et de travaux qui viennent, heureusement, d'être publiés intégralement en espagnol (Hayek, 1998b). L'idée essentielle d'Hayek, qui explique le titre de son dernier livre, *La présomption fatale*, est que le socialisme constitue une erreur fatale d'orgueil intellectuel ou, si l'on préfère, de présomption scientifique. Dans ses écrits, Hayek donne un sens très large au mot « socialisme » ; il entend par là non seulement le « socialisme réel » (c'est-à-dire le système fondé sur la propriété publique des moyens de production), mais aussi, en général, toute tentative systématique de dessiner ou d'organiser totalement ou partiellement, par des mesures coercitives d'« ingénierie sociale », n'importe quel secteur du réseau d'interactions humaines que forment le marché et la société. Et le socialisme, pris dans ce sens large, est, d'après Hayek, une erreur intellectuelle, parce qu'il est logiquement impossible que quiconque voulant organiser la société ou y intervenir puisse créer et obtenir l'information ou connaissance nécessaire pour mener à bien son désir volontariste d'« améliorer » l'ordre social. En effet, la société n'est pas, d'après Hayek, un système « rationnellement organisé » par une intelligence ou un groupe d'intelligences humaines, mais elle est, au contraire, un *ordre spontané*, c'est-à-dire un processus dynamique en évolution constante, et qui naît de l'interaction continuelle de millions d'êtres humains, qui n'a pas été et ne pourra jamais être dessinée consciemment ou délibérément par personne.

L'essence du processus social, tel que l'entend Hayek, est constituée par l'information ou connaissance de type strictement personnel, subjectif, pratique et éparpillé (on l'a vu au Chapitre 2), que chaque être humain découvre et crée, selon ses propres circonstances de temps et de lieu, dans chacune des actions humaines qu'il entreprend pour atteindre ses objectifs et ses buts personnels ; elles se concrétisent dans les étapes de ce chemin si passionnant qu'est la vie de tout être humain.

Cela étant, il faut, pour pouvoir découvrir et transmettre

entrepreneuralement le volume énorme d'information ou de connaissances pratiques que le développement et le maintien de la civilisation actuelle requièrent, que l'homme puisse concevoir librement les objectifs et découvrir les moyens nécessaires pour les atteindre sans entraves, et en particulier sans être contraint ou forcé de manière systématique ou institutionnelle. Il apparaît donc clairement de quelle façon le socialisme, de n'importe quel type ou à n'importe quel degré, représente, pour Hayek, une *erreur intellectuelle*. D'une part, parce que celui qui prétendrait « améliorer » ou organiser un certain secteur de la vie sociale, en utilisant la coercition institutionnelle, manquera du volume énorme d'information pratique et éparpillée, distribuée dans la tête des milliers d'individus devant subir ses ordres (et cela pour des raisons de capacité de compréhension, de volume et, surtout, à cause d caractère tacite, inexprimable et dynamique du type de connaissance pratique importante pour la vie en société). D'autre part, l'utilisation systématique de la coercition et de la violence, qui constituent l'essence du socialisme, empêchera que l'homme poursuive librement ses objectifs, et ne permettra donc pas qu'ils servent de stimulants pour découvrir et créer l'information pratique nécessaire à la réalisation du développement et de la coordination de la société.

D'après Hayek, et de même que le socialisme est une erreur intellectuelle et une impossibilité logique, les institutions les plus importantes pour la vie en société (morales, juridiques, linguistiques et économiques) n'ont pu être créées délibérément par personne, et sont le résultat d'un long processus d'évolution : des millions et des millions d'êtres humains ont apporté, au cours de générations successives, leur petit « grain de sable » d'expériences, de désirs, d'aspirations, de connaissances, etc. ; et il s'est ainsi formé une série de règles répétitives de comportement (institutions) qui, d'une part, naissent du processus même d'interaction sociale et, d'autre part, le rendent, à leur tour, possible. Ces règles répétitives de comportement, ou normes de conduite au sens matériel, constituent un *monde intermédiaire* entre l'instinct biologique, qui influe sur nous tous, et le monde explicite de la raison humaine. Et c'est un monde intermédiaire, parce que, même si ces règles de conduite sont, assurément, le résultat de l'action humaine, elles contiennent cependant un volume si important d'information, d'expériences et de connaissances, qu'elles dépassent de loin n'importe quelle intelligence ou raison humaine, laquelle est, donc incapable de créer, de concevoir ou de dessiner *ex novo* un tel genre d'institutions.

Les règles de conduite permettant la naissance de la civilisation apparaissent tout au long d'un processus évolutif où les groupes sociaux qui développent, les premiers, le schéma de normes et de comportements propres à l'échange commercial volontaire et pacifique (et qui intègrent le schéma de normes et d'institutions constituant le droit de propriété) absorbent et prennent la prépondérance sur les autres groupes humains plus attardés, étant donné leur structure plus primaire ou tribale. Les socialistes se trompent donc gravement, selon Hayek, en pensant que les émotions et les attitudes propres aux petits groupes primaires (et qui se fondent sur les principes de solidarité, d'altruisme et de loyauté) peuvent suffire à maintenir l'ordre *extensif de coopération sociale* qui constitue la société moderne. En effet, les principes de solidarité et d'altruisme peuvent être utilisés dans les groupes primaires, précisément parce qu'il y existe une connaissance intime des besoins et des caractéristiques de chaque membre. Mais tenter d'extrapoler ces principes de solidarité et d'altruisme, caractéristiques d'un groupe tribal, à l'ordre extensif de coopération sociale, où interagissent et coopèrent des millions d'individus, qui ne se connaissent pas ni ne pourraient arriver à se connaître, supposerait la disparition de la civilisation, l'élimination physique de la plupart du genre humain et le retour à une économie de subsistance de type tribal.

La contribution nouvelle d'Hayek consiste, fondamentalement, à avoir démontré que l'idée originale de Ludwig von Mises concernant l'impossibilité du calcul économique socialiste n'est qu'un cas particulier du principe plus général de l'impossibilité logique de l'ingénierie sociale ou du « rationalisme constructiviste ou cartésien » ; celui-ci est fondé sur l'illusion consistant à croire que le pouvoir de la raison humaine est très supérieur à celui qu'elle possède réellement, et tombe, donc, dans la fatale présomption « scientiste », qui consiste à croire que le développement futur des applications de la technique ou ingénierie sociale est sans limites. Hayek appelle « scientisme » l'application indue de la méthode propre à la Physique et aux Sciences de la Nature au domaine des sciences sociales et il écrit, au cours des années quarante et au début des années cinquante, une série d'articles réunis plus tard, en 1955, en un seul livre intitulé *The counter-revolution of the science* (Hayek, 1955). Hayek analyse dans ce livre, et en fait une critique démolisseuse, le rationalisme positiviste, né avec Comte et Saint-Simon, ainsi que l'utilitarisme étroit d'origine benthamite, qui présuppose un milieu où l'information sur les profits et les coûts de chaque action est connue et permet la prise maximisatrice de décisions. L'ouvrage de Milton Friedman *Essais d'économie positive*

(Friedman, 1967) est, malheureusement, publié à la même époque ; il a obtenu une très grande popularité et donné un élan nouveau à l'application de la méthodologie positiviste à notre science. Bien que le livre d'Hayek ait, en grande mesure, anticipé sur les points les plus importants du livre presque contemporain de Friedman, qu'il y ait répondu et les ait critiqués, il a lui-même manifesté, plus tard, qu'« une des choses que j'ai le plus souvent dites en public est que je regrette beaucoup de n'avoir pas critiqué le traité de Keynes (*La théorie générale*), mais je me repens aussi de n'avoir pas critiqué *Les essais d'économie positive* de Milton Friedman, qui est, en un certain sens, un livre dangereux » (Hayek, 1997a : 139-140). Cette affirmation peut surprendre ceux qui identifient Hayek au libéralisme de l'École de Chicago, sans se rendre compte des différences méthodologiques très profondes qui existent entre les théoriciens autrichiens et les membres de l'École de Chicago. Hayek lui-même a expliqué, ailleurs, plus à fond, ces différences méthodologiques par rapport à Friedman et aux néoclassiques : « Friedman est un archi-positiviste qui croit que rien ne doit entrer dans l'argument scientifique à moins qu'on ne l'ait prouvé empiriquement. Ma thèse est que nous connaissons trop de détails empiriques sur l'économie, de sorte que notre tâche est d'ordonner cette connaissance empirique. On a difficilement besoin, dans une matière quelconque, de nouvelle information empirique. Notre grande difficulté et notre défi sont de digérer ce que nous savons déjà. L'information statistique ne nous rend pas beaucoup plus savants, excepté le fait qu'elle nous permet d'obtenir quelque information sur les circonstances spécifiques du moment. Mais je ne crois pas, d'un point de vue théorique, que les études empiriques mènent nulle part. Le monétarisme de Milton Friedman et le keynésianisme ont, entre eux, beaucoup plus de points communs que je n'en ai avec l'un ou l'autre. L'École de Chicago pense essentiellement en termes « macroéconomiques ». Ils essaient d'analyser en termes d'agrégats et de moyennes statistiques, comme la quantité totale de monnaie, le niveau général des prix, l'emploi total, et en général toutes ces grandeurs statistiques. Prenons comme exemple la théorie quantitative de Friedman. J'ai écrit, il y a plus de quarante ans, que j'ai de très fortes objections à faire contre la théorie quantitative, parce que je considère que ce n'est qu'une approximation grossière de la réalité, et qu'elle omet d'analyser beaucoup de choses importantes. Il me paraît lamentable qu'un homme aussi perfectionniste que Milton Friedman n'utilise pas cette théorie comme une simple première approximation, et qu'il croie qu'elle constitue l'élément théorique le plus important. De sorte que c'est réellement dans les aspects méthodologiques qu'en dernier ressort nous différons le plus »

(Hayek, 1993 :129-130).

Il faut, enfin, rappeler que l'analyse critique d'Hayek sur l'économie de l'équilibre commença par deux articles séminaux publiés entre les années trente et les années quarante, l'un intitulé *Economics and knowledge* (1937) et l'autre *The use of knowledge in society* (1945). Hayek articule, dans ces travaux, la conclusion à laquelle il avait abouti dans son débat avec les théoriciens néoclassiques socialistes, en ce sens que ceux-ci étaient incapables de comprendre l'impossibilité du socialisme parce que les modèles d'équilibre général, sur lesquels ils se fondaient, supposaient que toute l'information nécessaire, relative aux variables et aux paramètres des équations qui le constituaient, était « donnée ». Hayek démontre que, contrairement à cette hypothèse de la théorie économique de l'équilibre, une telle information n'est jamais donnée dans la vie réelle, mais que les entrepreneurs la découvrent et la créent progressivement au cours d'un processus dynamique, qui est précisément ce que les économistes devraient étudier. C'est pourquoi, Hayek abandonne tout naturellement le concept néoclassique de concurrence parfaite et propose, suivant sur ce point la tradition autrichienne d'origine scolastique, un modèle dynamique de concurrence, celle-ci étant entendue comme un processus de découverte de l'information ; idée qu'il articule dans deux travaux importants *The meaning of competition* (1946) et *Competition as a discovery procedure* (1968) (Hayek, 1948 : 57-106 ; 1978a : 179-190 ; 1976a : 125-135).

## **6.5. Droit, législation et liberté**

À partir de 1949, année où Hayek abandonne la London School of Economics pour aller à l'Université de Chicago, un changement important se produit dans son programme de recherche. En effet, il se consacre en priorité, à partir de ce moment, à l'étude des conditionnements juridiques et institutionnels de la société libre, et laisse donc au second plan ses recherches plus strictes de théorie économique. Le débat théorique, tel qu'il s'est posé dans les années cinquante et soixante autour des concepts macroéconomiques issus de la « révolution keynésienne », a cessé de l'intéresser, et il a décidé d'attendre que passe la tempête scientificiste ; il a continué, pendant ce temps, le travail de recherche sur l'apparition et l'évolution des institutions qu'avait déjà entrepris Carl Menger. Deux livres d'une importance capitale ont été le fruit de cet effort des trois décennies suivantes : *Les fondements de la liberté* et la trilogie *Droit, législation et*

*liberté* (Hayek, 1998a ; 1988).

Il serait impossible d'exposer ici tous les apports d'Hayek dans le domaine de la théorie juridique et politique ; travail qu'ont réalisé, par ailleurs, d'importants et prestigieux commentateurs d'Hayek, dans notre pays (De la Nuez, 1994). Nous pouvons seulement souligner ici qu'il existe une unité et un enchaînement logique évident entre les apports d'Hayek en matière de théorie économique et ses apports en matière de théorie du droit et de théorie politique. En effet, le socialisme, fondé sur l'agression institutionnalisée et systématique contre l'action humaine et exercée au moyen d'une série d'*ordres* ou *directives coercitives*, implique, pour Hayek, la disparition du concept traditionnel de *loi* en tant que série de normes *générales* (c'est-à-dire applicables à tous de la même façon) et *abstraites* (car elles n'établissent qu'un ample cadre de comportement individuel, sans prévoir aucun résultat concret du processus social). Les lois, au sens matériel, sont ainsi substituées par un « droit bâtard », formé d'un conglomérat d'ordres, de règlements et de directives de type administratif, spécifiant quel doit être le contenu concret du comportement de chaque être humain. Ainsi, dans la mesure où l'interventionnisme économique s'étend et se développe, les lois, au sens traditionnel, cessent d'agir comme normes de référence pour le comportement individuel ; leur rôle est rempli par les ordres ou directives coercitives émanant de l'organe directeur (élu démocratiquement ou non) et qu'Hayek appelle « législation » par opposition au concept générique de « droit ». La loi perd ainsi son domaine d'implantation pratique, et se trouve réduite à quelques domaines, réguliers ou irréguliers, que l'incidence directe du régime interventionniste n'atteint pas de manière effective. Par ailleurs, et c'est là un effet secondaire important, les acteurs, perdant la référence de la loi au sens matériel, modifient leur personnalité et perdent leurs habitudes ou coutumes d'adaptation aux normes générales de caractère abstrait ; cela fait que, peu à peu, ils assimilent de moins en moins bien et respectent de moins en moins les règles traditionnelles de conduite. Et même, étant donné qu'éviter l'ordre est souvent une exigence imposée par la nécessité de survivre et, dans d'autres cas, une manifestation du succès de la fonction entrepreneuriale corrompue ou perverse que le socialisme tend à engendrer, le manquement à la norme est vu, par la population en général, plus comme une manifestation louable de l'ingéniosité humaine, considérée recommandable, que comme une violation d'un système de normes, préjudiciables à la vie en société. Le socialisme incite donc à violer la loi, la vide de son contenu et la corrompt, il la discrédite complètement au niveau

social, et fait que les citoyens perdent ainsi tout respect pour elle.

D'après Hayek, la prostitution du concept de loi que l'on vient d'expliquer est inexorablement accompagnée d'une prostitution parallèle du concept et de l'application de la *justice*. La justice, au sens traditionnel du mot, consiste en l'application, de la même façon à tous, des normes abstraites de conduite, de type matériel, formant le droit privé et le droit pénal. Ce n'est donc pas par hasard qu'on a représenté la justice les yeux bandés, puisque la justice doit être, avant tout, *aveugle*, en ce sens qu'elle ne doit se laisser influencer au moment d'appliquer le droit « ni par les présents du riche, ni par les larmes du pauvre » (*Lévitique*, chap. 19, verset 15). Le socialisme, qui corrompt systématiquement le concept traditionnel de droit, modifie aussi, de ce fait, cette conception traditionnelle de la justice. En effet, la « justice » consiste avant tout, dans le système socialiste, en l'estimation arbitraire faite par l'organe directeur ou par le juge, sur la base de l'impression plus ou moins émotive que le « résultat final » et concret du processus social qu'on croit percevoir à un moment donné et qu'il s'agit d'organiser d'en haut par des directives coercitives, produit sur eux. On ne juge donc plus des comportements humains, mais leur « résultat » tel qu'il est perçu dans un contexte bâtard de « justice », à laquelle on ajoute le qualificatif « social » pour la rendre plus attrayante à ceux qui la subissent. Du point de vue contraire, celui de la justice traditionnelle, *rien n'est plus injuste que le concept de justice sociale*, car il se fonde sur une vision, impression ou estimation des « résultats » des processus sociaux, sans tenir compte de ce qu'a été le comportement individuel de chaque secteur du point de vue des normes du droit traditionnel.

Pour Hayek, la fonction du juge, dans le droit traditionnel, est de nature purement intellectuelle, et il ne doit se laisser influencer ni par ses inclinations émotionnelles ni par son appréciation personnelle de la conséquence de la sentence sur chacune des parties. Si, comme c'est le cas du socialisme, l'on empêche l'application objective du droit et qu'on permet de prendre des décisions juridiques sur la base d'impressions plus ou moins subjectives et émotives, toute sécurité juridique disparaît et les acteurs commencent bientôt à capter que n'importe quelle prétention peut obtenir protection judiciaire, pourvu qu'on sache impressionner favorablement un juge. Cela stimule fortement à intenter des procès, ce qui, ajouté à la situation chaotique créée par le tissu de directives coercitives de plus en plus imparfaites et contradictoires, surcharge à tel point les juges que leur travail devient de plus en plus insupportable et inefficace. Et ainsi

de suite, dans un processus de décomposition progressive qui ne s'achève qu'avec la disparition virtuelle de la justice, au sens traditionnel du mot, et des juges, qui deviennent de simples bureaucrates supplémentaires, au service du pouvoir politique, chargés de contrôler l'application des directives coercitives émanant d'eux. Nous reprenons de façon systématique, dans le tableau 6.2, les différences les plus importantes entre le processus spontané fondé sur la fonction entrepreneuriale et la libre interaction humaine et le système d'organisation fondé sur l'injonction et la coercition institutionnelle, du point de vue de leur incidence opposée, selon Hayek, sur les concepts et l'application du droit et de la justice.

**Tableau 6.2**

<p><i>PROCESSUS SOCIAL SPONTANÉ</i> fondé sur la fonction entrepreneuriale (interaction sociale non agressive)</p>	<p><i>SOCIALISME</i> (agression institutionnelle et systématique contre la fonction entrepreneuriale et l'action humaine)</p>
<p>1. La coordination sociale se produit spontanément, grâce à la fonction entrepreneuriale qui découvre et élimine continuellement les désajustements sociaux, qui se concrétisent dans occasions de gain (ordre spontané)</p>	<p>1. On essaie d'imposer la coordination sociale d'en haut, de façon délibérée et coercitive, par des <i>directives, des ordres et des règlements coercitifs</i> émanant du pouvoir (ordre hiérarchique -de <i>hieros</i>, sacré, et <i>archein</i>, commander- et organisé).</p>
<p>2. Le protagoniste du processus est l'<i>homme</i>, qui agit et exerce la fonction entrepreneuriale créative.</p>	<p>2. Le protagoniste du processus est le <i>gouvernant</i> (démocratique ou non) et le <i>fonctionnaire</i> (la personne qui agit en s'en tenant aux ordres et aux règlements administratifs émanant du pouvoir).</p>
<p>3. Les liens d'interaction sociale sont de type <i>contractuel</i>, et les parties impliquées échangent des biens et des services conformément à des normes juridiques de type matériel (loi).</p>	<p>3. Les liens d'interaction sociale sont du type hégémonique, où les uns commandent et les autres obéissent. S'il s'agit d'une « démocratie sociale », les « majorités » contraignent les « minorités » à obéir.</p>
<p>4. Prépondérance du <i>concept traditionnel de loi au sens matériel, entendue comme norme abstraite à contenu général</i>, s'appliquant à tous de la même façon et sans tenir compte d'aucune circonstance particulière.</p>	<p>4. Prépondérance de la <i>directive ou règlement</i> qui est, indépendamment de son apparence de loi formelle, un ordre spécifique à contenu concret, ordonnant de faire certaines choses dans des circonstances particulières et ne s'appliquant pas à tous de la même façon.</p>
<p>5. Les lois et les institutions rendant possible le processus social n'ont pas été créées de façon délibérée, mais ont une origine évolutive et coutumière, et contiennent un volume énorme d'expériences et d'information pratique accumulée au cours de multiples générations.</p>	<p>5. Les directives et les règlements sont des émanations délibérées du pouvoir organisé, très imparfaites et erronées, étant donné la situation d'ignorance inévitable du pouvoir par rapport à la société civile.</p>

**Tableau 6.2 (suite)**

<p><i>PROCESSUS SOCIAL SPONTANÉ</i> fondé sur la fonction entrepreneuriale (interaction sociale non agressive)</p>	<p><i>SOCIALISME</i> (agression institutionnelle et systématique contre la fonction entrepreneuriale et l'action humaine)</p>
<p>6. Le processus spontané rend possible la paix sociale, car chaque acteur profite, dans le cadre de la loi, de ses connaissances pratiques et poursuit ses objectifs particuliers, en coopérant pacifiquement avec les autres et en disciplinant spontanément son comportement en fonction de celui des autres êtres humains, qui poursuivent des objectifs différents.</p>	<p>6. Exige qu'un objectif ou un ensemble d'objectifs prévale et s'impose à tous par le système de directives. Cela engendre conflits et violences sociales insolubles et interminables, qui empêchent ainsi la paix sociale.</p>
<p>7. La liberté s'entend comme absence de coercition ou agression (aussi bien institutionnelle qu'asystématique).</p>	<p>7. La « liberté » s'entend comme le pouvoir d'atteindre les objectifs concrets désirés à chaque moment (par un simple acte de volonté, ordre ou caprice).</p>
<p>8. Prépondérance du sens traditionnel de justice, qui suppose l'application de la loi matérielle à tous de la même façon, indépendamment des résultats concrets se produisant dans le processus social. La seule égalité recherchée est l'égalité devant la loi, appliquée par une justice aveugle face aux différences particulières des hommes.</p>	<p>8. Prépondérance du sens bâtard de « justice dans les résultats » ou « justice sociale », entendue comme égalité dans les résultats du processus social ; on ne tient pas compte du comportement (correct ou non du point de vue du droit traditionnel) des individus y étant impliqués.</p>
<p>9. Prépondérance des relations de type abstrait, économique et commercial. On ne tient pas compte des concepts bâtards de loyauté, « solidarité » et ordre hiérarchique. Chaque acteur discipline son comportement sur la base de normes de droit matériel et fait partie d'un ordre social universel, sans qu'il existe pour lui d'« amis » ou d'« ennemis », proches ou éloignés, mais seulement de multiples êtres humains, la plupart inconnus, avec qui on interagit mutuellement de façon satisfaisante, de plus en plus ample et complexe (sens correct du terme solidarité).</p>	<p>9. Prépondérance de l'aspect politique dans la vie sociale et les relations fondamentales sont de type « tribal » : a) loyauté due au groupe et à son chef ; b) respect de l'ordre hiérarchique ; c) aide au « prochain » connu (solidarité) et oubli et même mépris des autres êtres humains plus ou moins inconnus, membres d'autres « tribus », dont on se méfie et que l'on considère comme « ennemis » (sens bâtard et myope du terme « solidarité »).</p>